



La mise en place d'un conseil national pour le textile mise en avant dans la stratégie nationale du textile et de l'habillement



[2 mars 2025](#)

Antananarivo, 2 Mars, 10h45 – Le secteur textile malgache a été au cœur d'une réunion organisée par la Société financière internationale (IFC) de la Banque mondiale à Anosy, lundi dernier. L'objectif : présenter la Stratégie malgache du textile et de l'habillement, un plan ambitieux visant à positionner Madagascar comme un leader mondial dans la fabrication durable de textiles et de vêtements.

La Stratégie, élaborée pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'industrialisation, identifie des actions clés à entreprendre à court, moyen et long terme pour développer le secteur textile. Parmi les priorités, la création d'un conseil national dédié au secteur textile se distingue comme un élément crucial pour diriger les réformes nécessaires.

Le conseil national du textile, une fois mis en place, réunira le secteur public et privé pour définir ensemble les opérations à entreprendre. Karim Guezi, consultant ayant contribué à l'élaboration de la stratégie, souligne l'importance de cette collaboration. « Il y a beaucoup d'opportunités pour Madagascar. La seule chose qui peut stopper cela, c'est probablement la politique. Il y a cependant beaucoup à faire si toutes les parties se mettent sur la même table et se mettent d'accord d'aller de l'avant », a-t-il déclaré.

Ce conseil sera responsable de la politique textile, de l'octroi d'appuis techniques aux acteurs de la filière, de la promotion de la filière, de la certification, des formations des membres, et de la mobilisation des fonds. « Il doit être dirigé par le secteur privé mais avec la participation importante de l'Etat », ajoute l'expert. Ce conseil jouera un rôle central dans le développement durable du secteur.

Le secteur privé, représenté par Béatrice Chan Chying Yiu, présidente du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP), exprime son enthousiasme pour la mise en place de cette plateforme. « Le GEFP a déjà milité il y a quelques années pour la mise en place d'un département ministériel dédié au textile », indique Béatrice Chan Chying Yiu. Cela n'a cependant pas abouti, regrette-t-elle.

« A un moment nous avons parlé du conseil national du textile . C'est un besoin identifié par le GEFP depuis plusieurs années. Ce serait une bonne chose si on l'institue de façon formelle, une association avec un certain statut qui permettrait aux deux parties d'avoir une discussion saine et surtout avec un véritable dialogue et des négociations » ajoute-t-elle.

Le GEFP se plaint d'un manque de vrai dialogue entre l'Etat et les professionnels du textile. La structure de dialogue public privé existe bien au sein de l'EDBM mais sans qu'il n'y ait « de vrai dialogue » ajoute -t-elle. Le GEFP s'est notamment retiré momentanément des discussions concernant la réforme de la loi sur les zones franches, confie la présidente. « Ce sont des propositions voire des décisions qui nous tombent dessus. On nous écoute sans nous prendre en compte. Nous sommes favorable à la mise en place de ce conseil pour discuter et prendre des résolutions qui sont force de proposition au plus haut niveau », conclut la présidente du GEFP.

De son côté, l'Etat indique qu'une plateforme est déjà en cours de mise en place. Il s'agit du Conseil national de l'industrie de Madagascar (CNIM). Isidore Razanakoto, directeur général du commerce au ministère de l'Industrialisation et de la consommation, explique que ce conseil permettra de définir une vision commune en tenant compte des problèmes actuels et des opportunités. « Il reste à opérationnaliser, les parties prenantes seront définies à travers cela », explique Isidore Razanakoto. « Ce sera au travers de ce conseil que le secteur privé et le secteur public pourront définir ensemble cette vision là en tenant compte des problèmes actuels, des opportunités comme le problème à l'importation, les fraudes à l'importation donc tout cela pourrait être pris en compte. Il aura pour mérite de mettre à la même table le secteur public et privé », explique-t-il.

Aujourd'hui, le secteur textile malgache emploie près de 150 000 personnes et contribue de manière significative aux exportations et au PIB du pays. L'atelier organisé lundi a mis en avant la nécessité de promouvoir un environnement commercial concurrentiel, de faciliter l'accès à l'information, et d'investir dans des infrastructures durables pour soutenir la croissance de l'industrie.

La Stratégie malgache du textile et de l'habillement représente une opportunité majeure pour Madagascar de se positionner comme un leader mondial dans la fabrication durable de textiles et de vêtements. La collaboration entre le secteur public et privé sera essentielle pour atteindre cet objectif ambitieux.